

Gilles Garcia : le sens de voter Y

• 27 janvier 2005

Les termes dans lesquels Alain a exposé ses attentes, puis un certain désenchantement, à l'égard de D2007/VoterY? m'a donné envie d'essayer de lancer un débat autour d'une question : "y a-t-il une vie politique en dehors des échéances électorales ?" qui entraîne au moins deux autres : "peut-on faire de la politique en dehors des partis ?" et "peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir ?"

Pour ma part, je réponds "oui", avec un certain nombre de précautions. La première d'entre elles est de préciser, pour éviter tout malentendu, que je ne crache pas dans la soupe électorale. Empêcher la droite de conserver les leviers du pouvoir d'Etat en 2007 est un enjeu majeur et tout ce que pourra faire D2007 pour y contribuer sera le bienvenu. Par ailleurs, les échéances électorales constituent de façon générale des créneaux d'opportunité pour faire entendre notre voix et faire porter certaines de nos idées par tel ou tel parti ou homme politique qui trouverait intérêt à les reprendre et les mettre en oeuvre

Mais une fois qu'on a dit ça, est-ce qu'on a tout dit ? J'espère bien que non.

Les partis sont devenus des entreprises organisées exclusivement pour conquérir des postes de pouvoir électifs, le "personnel politique" s'est professionnalisé dans ce sens et les médias dominants ont accompagné et encouragé ce mouvement. Le discours politique semble condamné à s'inscrire dans ce champ restreint et perverti, sous peine d'être inaudible. Dans ce contexte, où les effets de communication priment sur le fond, perdre une bataille électorale condamne à une "traversée du désert" (je vous laisse le soin de développer la métaphore pour apprécier quelle conception de la politique la sous-tend). Et dans ce même contexte imposé, dire "je ne sais pas" ou "je ne peux pas" apparaît comme un suicide politique. Et pourtant...

... On ne peut qu'être frappé par l'impuissance relative des politiques lorsqu'ils accèdent aux postes convoités. Et ce n'est pas une question de compétences ou d'engagement. Je peux apprécier et respecter l'action de certains élus, qui travaillent avec acharnement, conviction et parfois clairvoyance à faire progresser une cause ou à administrer un territoire, comme ils peuvent. Mais ils peuvent peu, même s'ils répugnent à l'admettre.

Ils peuvent peu, parce que les forces de l'économie ou les bouleversements techniques, pour ne citer que deux des phénomènes qui modèlent le monde, échappent de plus en plus à l'emprise du pouvoir politique traditionnel, quoi qu'en disent les discours électoraux et les programmes qui ont réponse à tout.

Cette impuissance relative me semble devoir être un vrai sujet de réflexion, pour nous qui prétendons faire de la politique autrement. Il faut d'abord souligner que, si elle est générale, elle ne se pose pas dans les mêmes termes pour la droite et pour ceux qui la combattent (disons la gauche, pour faire simple) et le clivage droite/gauche tend à masquer cette dissymétrie.

La droite a un projet opérationnel de société qui consiste, pour le dire de façon brève mais approximative, à favoriser une globalisation libérale. Elle a aussi un programme d'action qui consiste à faire sauter ou contourner ce qui fait obstacle à ce projet. C'est un projet "facile" puisqu'il consiste avant tout à ramer dans le sens du courant dominant tout en détruisant ce qui est à portée de feu lorsqu'on détient les leviers du pouvoir d'Etat. Cette facilité masque son impuissance à maîtriser les forces qui animent ce courant, mais comme ce n'est pas son propos, la question ne se pose pas.

La gauche n'a pas plus les moyens de maîtriser ces forces (et ceux qui prétendent le contraire m'inspirent la méfiance) mais son impuissance est aggravée par le fait qu'elle n'a pas de projet crédible pour ramer à contre-courant, si tant est que ce soit possible, ou seulement piloter le navire en évitant les écueils les plus dangereux. Elle ne sait se positionner qu'en réaction à la droite, proposant de reconstruire ce qui a été détruit et de faire un petit peu mieux ou un petit peu plus la prochaine fois qu'elle sera au pouvoir. C'est sans doute

indispensable, mais tout ça ne constitue pas un programme politique, encore moins un projet de société. Et lorsque la gauche se retrouve au pouvoir, son impuissance éclate au grand jour : elle déçoit inmanquablement son électorat et se trouve elle-même tétanisée à constater le peu qu'elle peut.

Alors, quel programme politique lorsqu'on admet que la seule conquête du pouvoir est loin de donner les moyens de changer le monde ?

On pourrait utilement lire ou relire "No Logo" de Naomi Klein. Elle décrit de façon précise et documentée comment les "entreprises globales" exercent leur ravages depuis le seuil de notre porte, en nous imposant ce que nous consommons, jusqu'à l'autre bout de la planète, en pillant les ressources naturelles, en détruisant l'environnement et en soutenant des dictatures sanguinaires qui leur permettent d'exploiter femmes et enfants dans les sweatshops. Elle décrit bien l'impuissance des pouvoirs publics face au poids économique de ces entreprises. Mais elle montre aussi comment des réseaux de simples citoyens ont pu ferrailler avec ces géants et leur infliger des défaites cinglantes.

Une chose remarquable dans cette histoire, c'est que les pouvoirs publics ont été complètement dépassés par les événements. Certes, ils se sont positionnés, pour un camp ou l'autre, les exécutifs ont décidé, les tribunaux jugé, les assemblées légiféré. Mais seulement en réaction aux événements, en fait pour entériner un rapport de forces. Ce n'est pas nouveau, bien des conquêtes sociales, pour ne pas dire toutes, ont été obtenues de cette façon-là. Ce qui l'est un peu plus, c'est l'échelle planétaire à laquelle se joue le rapport de forces, qui rend les pouvoirs publics un peu plus inopérants.

L'autre chose remarquable, ce sont les méthodes employées par les réseaux citoyens, à commencer par le fait même que ce sont des réseaux, et non des organisations structurées de façon rigide et pyramidale. Ils ont ainsi pu agréger des individus, des compétences et des informations extrêmement hétéroclites pour en faire une force redoutable. Ils ont aussi pu entraîner dans ce mouvement des personnes qui étaient très loin de la politique traditionnelle, en les interpellant sur ce qui les touchait au plus près d'une façon en apparence complètement "apolitique".

La partie la plus visible dans les grands médias (FSM, FSE, etc...) de ce qu'on appelle maintenant l'altermondialisme, tend à masquer le plus important : la constitution d'un gigantesque réseau informel de citoyens qui non seulement se battent "contre" mais aussi construisent du nouveau, dans des secteurs d'activités ou sur des territoires particuliers, ou encore dans le domaine des méthodes de réflexion et d'action. Les cloisons entre secteurs, les frontières entre territoires sont en train de tomber, de nouvelles connexions s'établissent...

S'il y a un au-delà de la politique électoraliste, c'est bien de ce côté-là qu'il faut le chercher. Et c'est à partir de là qu'il faut reconsidérer notre relation au pouvoir politique, aux échéances électorales et aux partis de la gauche.

A ces derniers, demandons d'abord qu'ils reconnaissent leur impuissance à tout maîtriser et leur ignorance relative de ce que sera un avenir qui s'annonce de plus en plus tumultueux et incertain. Ce sera un premier pas dans le "parler vrai" en politique. Partant de là, il sera sans doute possible de construire un (ou des, pourquoi pas ?) programme(s) qui n'auront pas la prétention de tout régler par eux-mêmes mais favoriseront l'expression et le renforcement des alternatives à la mondialisation libérale.

Il me semble alors que ce qu'on peut raisonnablement demander à ceux qui prétendent accéder au pouvoir peut s'organiser en trois catégories de politiques :

* 1) Des politiques défensives ou réparatrices visant à limiter les dégâts de la mondialisation libérale, notamment en protégeant les plus faibles et les plus fragiles. C'est un terrain familier pour la gauche traditionnelle qui doit savoir plus ou moins faire ça, pour peu qu'une pression suffisante des mouvements

sociaux l'y incite.

* 2) Des politiques visant à accroître nos marges de manoeuvre et à desserrer l'étau, en particulier celui de l'économie, autant que faire se peut. Un exemple assez convaincant de telles politiques a été élaboré par le Réseau Sortir du nucléaire qui montre comment on peut, de façon réaliste, se passer du nucléaire tout en diminuant notre contribution au changement climatique et notre dépendance énergétique. Cela suppose de savoir articuler différentes politiques sectorielles, de savoir articuler le court terme et le long terme, d'éviter ou retarder les décisions irréversibles, de diversifier les choix techniques en donnant la priorité aux plus simples, au plus robustes, et aux plus appropriables par les citoyens... bref, ça demande beaucoup de constance et de courage politique, et des modes de pensée et de décision loin de la culture politique et technique ambiante. Mais ça relève du possible.

* 3) Des politiques visant à protéger et développer les innovations dont sont porteurs les réseaux citoyens et à soutenir ces réseaux eux-mêmes. L'économie solidaire, l'agriculture biologique, les logiciels libres, etc. sont des réponses concrètes immédiatement opérationnelles, correspondant à une demande profonde des citoyens et porteuses d'un nouveau rapport économique et social. Les aider à gagner du terrain est tout bénéfique parce qu'à partir d'un certain seuil critique, elles deviennent aussi un moyen d'accroître nos marges de manoeuvre, puis une alternative aux politiques purement défensives. C'est à partir d'elles qu'il est possible de passer à l'offensive et envisager un projet de société qui ne soit pas la simple gestion social-libérale de la mondialisation.

Bon, voilà, il n'y a plus qu'à remplir les cases et à trouver le/la candidat(e) Y qui acceptera de construire son programme 2007 selon cette grille. Il(elle) aura pas mal de pain sur la planche lorsqu'il(elle) sera au pouvoir. J'espère que ce sera un(e) bon professionnel(le) de la politique. Certains d'entre nous seront sans doute tentés de lui donner directement un coup de main, d'entrer dans son équipe. C'est souhaitable et même nécessaire. D'autres préféreront continuer à tisser des réseaux, agir au plus près du terrain, exercer leur vigilance et au besoin leur pression sur Y. C'est tout aussi indispensable. Il y a une vie politique au-delà des échéances électorales et à côté du pouvoir institutionnel.

Tout ça pour proposer un début de réponse positive aux questions posées plus haut. mentions légales nous contacter | crédits © Dossier 2007